

CONSTANTINE

On a frôlé l'émeute à Aïn S'mara

C'est sous haute surveillance que s'est déroulée, jeudi matin, l'opération de relogement des 162 familles des bidonvilles de Chettaba et la cité communale dans la commune de Aïn S'mara. Une opération à haut risque qui intervenait à peine 12 heures après une nuit agitée où des dizaines d'habitants, exclus des listes des bénéficiaires, ont tenté d'incendier la mairie.

Alors qu'on craignait le pire, après les événements déplorables de mercredi, l'opération de recasement des bénéficiaires des 162 logements sociaux-locatifs (LSL) à la cité 200 logements de Hraïcha-Amar (Aïn S'mara) s'est déroulée dans le calme et la sérénité.

Toutefois, même si aucun incident majeur n'a été déploré lors de cette opération, encadrée par le chef de la daïra du Khroub et le maire de Aïn S'mara et un imposant dispositif policier, les esprits étaient encore marqués par le «vacarme» qu'avait suscité, tout au long de la semaine écoulée, ladite opération de relogement.

Ainsi, les habitants des bidonvilles de Chettaba et la cité communale, qui avaient reçu, samedi dernier des convocations pour assister au tirage au sort, se sont rassemblés le lendemain devant la mairie pour manifester leur mécontentement quant au déroulement des affectations. Les nerfs à bout, ils se sont rassemblés devant la mairie pour récla-

mer plus de «clarté et de sérieux» dans la gestion de l'opération entachée «d'irrégularités».

Des bourdes «impardonnables», attestent les habitants, qui ont fait que plusieurs bénéficiaires de logement se sont retrouvés propriétaires du même appartement. Sans parler des éternels exclus» des listes de bénéficiaires «victimes de hogra, de bureaucratie et d'abus d'autorité».

Bref, des erreurs préjudiciables qui ont failli mettre toute une ville en feu. Heureusement, le pire a été évité.

L'intervention rapide du maire, qui voyait la colère des citoyens monter crescendo, a permis l'apaisement des esprits et le retour au calme. C'est alors qu'une délégation constituée des représentants des attributaires a été reçue, dans la même journée, par des responsables de la daïra du Khroub, qui ont procédé, a-t-on expliqué, aux rectificatifs nécessaires.

S'agissant de l'opération de

tirage au sort, qui s'était déroulée dans la même journée et qui suscitait des craintes de débordement, de par l'ampleur de la contestation et la tension sur les lieux, elle s'était achevée sur une bonne note.

Aussi, l'opération terminée et les «exclus», au nombre de 23, priés de déposer des recours auprès de la commission de daïra, le calme retrouvé n'était que de courte durée, puisque des dizaines de citoyens mécontents ont tenté, dans la nuit de mercredi dernier, d'incendier le siège de la commune.

Se sentant «lésés et victimes d'injustices», ces derniers ont ensuite procédé à la fermeture de la RN 5 avec des troncs d'arbre, des pneus enflammés et autres objets hétéroclites.

Selon des témoignages concordants, recueillis auprès des riverains dans la matinée du jeudi, les protestataires qui étaient dans un état «hystérique» comptaient mettre à sac tout ce qui se trouvait sur leur chemin. Certains ont même essayé «de mettre le feu dans un champ de récoltes mitoyen à la route où ils ont érigé des barricades».

Toujours selon des riverains, l'intervention des forces de l'ordre pour débloquent la situation ne s'est faite que plusieurs



Photo : DR

heures après l'éclatement de la contestation.

Il convient de souligner que d'autres opérations de relogement sont programmées dans les jours à venir. Notons, que la com-

mune de Aïn S'mara a bénéficié dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire d'un quota de près de 440 logements sociaux-locatifs (LSL).

Farid Benzaid

AÏN DEFLA

Les techniques de recherche et de sauvetage dans les décombres, objet d'une formation

«Comment rechercher des vivants ensevelis dans les décombres, comment sauver des vies humaines, mener la course contre la montre», tel a été le thème choisi, dans le cadre de la formation continue, par les responsables de la Protection civile et qui a fait l'objet d'un regroupement qui a été lancé jeudi à 3 h du matin sur un site se trouvant à 15 km à l'ouest de Aïn Defla au pied de la digue du barrage de Ouled Mellouk, dans la commune de Rouina.

A ce cycle de formation d'une durée de 4 jours, jusqu'au 20 juin courant, prennent part trois sections composées chacune de 60 agents avec leur encadrement et leurs matériels venant des trois wilayas limitrophes, Aïn Defla, Tipasa et Chlef.

Pourquoi ces trois wilayas ? «pour plusieurs raisons, d'abord parce que ces trois wilayas ont souvent été confrontées à des séismes de différentes intensités, onze secousses en 2010 et huit depuis janvier 2011 dont le dernier le 8 janvier dernier dans la région d'El Abadia avec une intensité de 4 degrés sur l'échelle de Richter», nous expliquent et le commandant Noumri Lakhdhar et le lieutenant Hamdi Kamal qui supervisent cette formation. Ils ajoutent que «les trois wilayas sont concernées par une zone à risque sismique, il s'agit de la zone située au nord-ouest de la wilaya de Aïn Defla et précisément avec les communes d'El Abadia, Tachta et Aïn Bouyahia».

Par ailleurs, on rappelle l'existence de la faille qui part de Beni Rached (wilaya de Chlef) et longe la côte vers Tipasa sans oublier que ces trois wilayas ont eu à faire face à des tremblements de terre dont les plus violents et les plus meurtriers ont été enregistrés à Chlef en 1954 et 1980. Aussi, reconnaît-on,

ces catastrophes ont permis aux uns et aux autres de capitaliser des connaissances dans la façon de prévenir les risques et de faire face aux conséquences de la manière la plus efficace possible.

Pour le commandant de l'opération, il s'agit «de mettre en commun nos connaissances, nos moyens matériels, d'échanger, le fruit de nos expériences, de former des hommes qui sauront en cas de besoin prendre les bonnes décisions au moment opportun pour bien remplir la mission à laquelle ils se vouent».

La visite de chacun des trois camps nous a permis de nous rendre compte des matériels modernes dont a été dotée la Protection civile. En effet outre les matériels et les équipements classiques, ces derniers ont été renforcés par des équipements techniques, technologiques et électroniques de pointe avec, à titre d'exemple, des états fonctionnant à l'air comprimé, des chariots élévateurs pour soulever des dalles de béton pour pouvoir dégager des victimes, des vibroscopes, vibraphones, la détection thermique, l'infiltration de fibroscopes, de caméras dans les sous-sols. Des centres de soins dont le rôle est d'orienter les blessés ont été installés aux côtés d'ambulances médicalisées prêtes à démarrer.

Cette formation, nous indique-t-on, permet aux hommes de se familiariser avec tous ces équipements et de développer en eux les bons réflexes. Elle comporte des enseignements théorique et pratique, de jour comme de nuit.

«C'est aussi le moyen de renforcer le potentiel psychologique de nos hommes, qui sont dotés des moyens de vivre un certain temps en autarcie au cas où ils seraient isolés pour une raison ou une autre», nous dit le commandant Noumri qui ajoute «ils devront être parés à toute éventualité... A la clôture de cette formation, nous aurons à établir une évaluation objective de nos compétences et de nos performances».

Karim O.

BOUIRA

Les citoyens de la localité Iwadhiyen bloquent la RN5

Jeudi dernier, tôt dans la matinée, des dizaines de citoyens de la localité Iwadhiyen, située à 5 km au nord de la commune de Bouira, ont fermé la RN5, à l'aide de pneus brûlés et de troncs d'arbres pour dénoncer la marginalisation de leur localité.

Selon le président de l'association du village Aqil Rabah rencontré sur les lieux, «l'action des jeunes de la localité n'est venue qu'après plusieurs rencontres avec les autorisés de la commune et de la daïra pour essayer de régler les problèmes des citoyens de cette localité».

Selon lui, les seules actions qui ont été entreprises en faveur de cette localité remontent au début des années 1990, avec la réalisation de l'éclairage public, aujourd'hui défectueux, l'AEP toujours opérationnelle ainsi que la route, aujourd'hui totalement endommagée et nécessitant réfection. Aujourd'hui, et vu les différents programmes dont bénéficient les autres localités de la commune et chef-lieu de wilaya, la localité Iwadhiyen est de son droit de revendiquer une meilleure prise en charge de ses doléances.

Les habitants de cette commune demandent la réalisation de l'éclairage public, une nouvelle route et la réfection de l'ancienne, l'assainissement qui expose au danger les citoyens qui recourent aux fosses communes qui polluent les sources d'eau, la réalisation du gaz naturel à l'instar des autres localités, un stade communal, une salle de soins et une aide pour la réalisation d'une mosquée. De son côté, le maire Larbi Mohamed que nous avons rencontré dans son bureau réfute l'idée de marginalisation de cette localité. «Au même titre que les autres localités, Iwadhiyen a bénéficié de projets dont certains vont démarrer cette semaine, au plus tard le dimanche», a-t-il confié.

Pour étayer ses dires, le maire, qui dit avoir déjà rencontré les représentants des habitants et auxquels il a donné toutes les explications concernant les différents projets, nous présentera le responsable des équipements qui a confirmé le démarrage des travaux de réalisation de la route dimanche prochain, alors que pour l'assainissement, l'avis d'appel d'offres est déjà lancé et publié, et qu'au plus tard, vers la fin du mois, l'entreprise sera connue.

Enfin, pour l'éclairage public, le maire dira qu'une enveloppe de 500 millions de centimes a été dégagée mais faute d'entreprise de réalisation, le projet n'a pu être lancé à temps, alors que pour le gaz de ville, la localité sera branchée en RCN (raccordement collectif nouveau) depuis la conduite qui va alimenter la commune d'Ath-Laâziz, dont les travaux sont en cours de réalisation.

Cela étant, malgré toutes ces données, les citoyens ayant perdu confiance demandent la présence du wali, seul responsable, selon eux, à même de leur donner des garanties sur la prise en charge effective de leurs préoccupations.

Dans l'après-midi, alors que personne parmi les responsables de la wilaya ne s'est déplacé, excepté le SG de l'APC, le président de l'association nous dira que la même opération aura lieu demain jusqu'à ce que le wali en personne leur donne des assurances.

Y. Y.